

ÉTIQUETTE  
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

Abattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel<sup>(1)</sup>  
Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : Contrôleur des finances publiques

Preuve n° : 1

Matière : Les pratiques économiques et financières

Date : 04/12/2012

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 0

### À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation du crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

NOTE / 20  
18,00

## Question 1

Le contexte actuel de chômage de masse 10,2% en juin 2015 pousse les pouvoirs publics à trouver des alternatives. Le microcrédit apparaît comme une solution. Il s'agit d'amener des sources de financement à des personnes qui en sont exclus (allocataires des minima sociaux, demandeurs d'emploi). L'enjeu est de savoir si il s'agit de réinsérer des individus dans la sphère économique qui leur est inaccessible. Dans le cadre de ce contexte nous verrons les objectifs poursuivis ainsi que les résultats obtenus.

### A. Objectifs poursuivis

La lutte contre le chômage apparaît comme la première priorité. Le principe est la création par les personnes au chômage de leurs propres emplois. Cette nécessité économique se retrouve dans la volonté politique européenne actuelle, notamment au travers du plan "stratégie europe 2020" qui promeut la démocratisation du microcrédit. À travers cet objectif de sortie du chômage c'est également une amélioration globale du niveau de vie qui est visé. En effet si le but premier du microcrédit est d'insérer économiquement dans le monde du travail il permet également de faire le relai suite à une perte d'indemnité ou à une perte d'emploi. Dernière le microcrédit c'est l'inefficacité du système bancaire institutionnel qui est remis en cause et la difficulté pour un public défavorisé de trouver une source de financement.

La problématique de l'exclusion financière est le second objectif. Si le microcrédit se développe c'est à cause des refus bancaires. En effet pour un public défavorisé les institutions financières refusent d'attribuer des prêts notamment pour deux raisons ; le risque de défaut est élevé et les retombées potentielles sont faibles (du fait de la faible valeur des montants empruntés). En conséquence il y a blocage de l'accès au crédit. À partir de ce constat on peut atteindre une situation d'inclusion financière en jouant sur la baisse du risque. La clé étant de couvrir les risques par une garantie extérieure aux emprunteurs. Pour cela plusieurs méthodes existent, l'Etat grâce au fonds de cohésion sociale peut garantir une partie de la dette, ou bien des financements peuvent être apportés directement aux entreprises. L'amélioration de leurs fonds propres permettant un accès au crédit plus facile car le risque de défaut est plus faible.

Les problèmes cruciaux, sortie du chômage, accès au crédit semblent être en plein essor comme le confirme les encours : 165 millions d'euros de microcrédit personnel et 1,12 milliards de microcrédit professionnel. La question des résultats reste vitale en regard à l'engagement de l'Etat en la matière.

### B les résultats.

Pour la majorité des dossiers les résultats sont satisfaisants. L'évaluation des situations des emprunteurs sur 3 ans est bonne. 91% sont en effet insérés 3 ans après leur emprunt. Même lorsque le projet initial de création d'entreprise échoue la majorité des emprunteurs retrouvent un emploi. Le succès est également visible face aux emprunteurs classiques. Malgré le fait que les

les emprunteurs en microcrédit sont à la base dans une situation de précarité ils réussissent aussi bien que les autres dans la création de leur entreprise. D'un point de vue bancaire la réussite du lancement des entreprises, par l'amélioration de la santé financière des individus, est suivie par un meilleur accès aux services bancaires courants.

Cependant cette réussite est accompagnée d'écueils. Si l'objectif de sortie du chômage est atteint il n'est pas forcément suivi d'une amélioration de la situation économique et financière des individus. Pour 60% des emprunteurs les revenus dont ils disposent sont insuffisants. Ceci est notamment lié à la qualité des emplois créés. Cette précarité est mise en évidence par l'Etat qui continue de verser des minima sociaux y compris en cas de succès de l'opération de financement. Ce manque d'efficacité peut être traduit par une incapacité à créer de la richesse, en effet 73% des emprunteurs n'arrivent pas à embaucher, signe de la complexité de maintenir une situation viable à long terme. Cependant d'un point de vue national le microcrédit reste bénéfique ; la réduction des montants versés permet une économie d'environ 25 millions d'euros par an, malgré le coût du microcrédit pour les administrations publiques.

Pour conclure on peut dire que dans sa globalité le microcrédit est bénéfique à l'économie et qu'il rencontre un certain succès : +8% d'encours entre décembre 2014 et décembre 2015. La qualité de l'accompagnement des emprunteurs a été soulignée par l'inspection générale des finances publiques, ce qui nous amène à nous interroger sur le rôle et les fonctions des différents acteurs.



Question 2:

Historiquement seuls les établissements financiers avaient la possibilité d'effectuer des opérations de crédit. Ce principe, lié à l'article L511-1 du code monétaire et financier, est assoupli par le législateur qui donne la possibilité aux associations dans le cadre d'une mission d'utilité publique d'accorder des prêts pour la création d'entreprise dans le cadre d'une insertion. Ce basculement des rôles réunit en cause la vision habituelle des différents acteurs économiques. C'est pourquoi nous allons étudier les ~~de~~ acteurs en fonctions des trois grands rôles indispensables au développement du microcrédit. Comme souligné précédemment le premier rôle est celui d'accompagnement, le second est celui de garantir les fonds, enfin il y a le prêt proprement dit.

A. l'Accompagnement des emprunteurs

Ce rôle apparaît comme primordial pour deux raisons. A cause du public concerné, il est éloigné du circuit habituel de financement et peut éprouver des difficultés dans les démarches. Mais également à cause de la difficulté d'accès au microcrédit, en raison de ses multiples acteurs et de l'impossibilité pour ce public de faire intervenir des conseils privés trop coûteux.

Cette fonction est prise en charge par le monde associatif. Notamment celui proche d'un public d'insertion : Croix rouge, Secours catholique. Également par les CCAS : centres communaux d'actions sociales (environ 300 structures). Ces organismes sont essentiels par leurs conseils mais également pour leurs aides pratiques (aide juridique, montage du dossier, coaching). D'autres acteurs commencent à intervenir dans l'accompagnement la Banque de France et la Caisse

des dépôts et consignations qui élaborent des kits d'outils et échangeant les bonnes pratiques en terme de microcrédit.

### B. la garantie institutionnelle.

Si l'accompagnement permet de rapprocher le public en difficulté du crédit, c'est la garantie apportée par l'Etat qui permet son déclenchement. En effet l'Etat apporte son soutien dans le cadre de l'article 23 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 2010; concrètement l'Etat finance un fonds qui garantit les prêts sociaux.

Ce fonds est géré par la caisse des dépôts et consignations sous la dénomination de FCS (Fonds de cohésion sociale). Son but est de garantir 50% des encours de microcrédit accordés dans une limite de 1000 euros. La banque qui est réticente à prêter en regard aux risques est ainsi plus enclavée à accorder un prêt le rapport intérêts/risques lui étant plus favorable. Actuellement le FCS garantit 11,96 millions d'euros. Compte tenu de ces garanties il a été estimé à 117 millions d'euros le montant des prêts accordés grâce à ce système en 2014.

Le succès du fonds et de sa gestion par la caisse des dépôts et consignations permet son agrandissement avec d'autres mécanismes comme le dispositif NACRE qui lui aussi garantit des prêts pour la création et la reprise d'entreprises.

### C. les prêteurs

Les prêts sont bien entendu délivrés dans la majorité des cas par les financeurs institutionnels que sont les banques. Cependant pour le cas du microcrédit on peut citer d'exemple au groupe caisses d'épargne qui, avec l'Adie (association pour le droit à l'initiative économique), concentrent plus de 50% du marché.